



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 – 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

Le travail historique à la lumière des défis politiques

Frédéric Crahay

Mémoire d'Auschwitz ASBL

Mai 2021

La recherche historique sur la Seconde Guerre mondiale et la Shoah reste un champ de mines dans certains pays et aujourd'hui en particulier en Pologne où deux éminents historiens spécialisés dans ces questions sont actuellement dans l'œil du cyclone. Le 9 février 2021, la justice polonaise a ordonné à Barbara Engelking, directrice du Centre polonais de recherche sur la Shoah et au professeur Jan Grabowski de l'Université d'Ottawa, de présenter des excuses à la nièce d'un ancien maire de la ville de Malinowo, dans le nord-est de la Pologne, qui était accusé dans un de leurs livres d'être responsable de la mort de plusieurs dizaines de Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce verdict était particulièrement attendu par la communauté scientifique, qui s'inquiétait des menaces qu'il pourrait faire peser sur la liberté de la recherche. Le contexte politique entourant l'affaire est très controversé : derrière la plaignante de 82 ans, se trouvait la machine étatique chargée de la politique historique promue par le gouvernement national conservateur PiS (Droit et Justice). En fait, c'est la Ligue polonaise contre la diffamation, une organisation proche du PiS et financée par l'État polonais, dont le but est de défendre la « réputation de la nation polonaise » en matière historique, qui est à l'origine de cette plainte et qui en a payé les frais de procédure.

Dans ce contexte, et compte tenu de la nature de la plainte déposée, la décision du tribunal a été, il est vrai, nuancée. Il a estimé que le paragraphe en question était « inexact » et « peu fiable », causant « un préjudice à la mémoire d'une personne décédée », et a demandé des excuses écrites aux auteurs. Le tribunal a cependant rejeté les demandes les plus controversées et potentiellement les plus liberticides de la partie civile. Le but de ce type de procès est de mettre en doute la compétence des accusés, de les accabler financièrement et de créer un effet dissuasif, afin de décourager d'autres chercheurs travaillant sur l'extermination des Juifs en Pologne. Avec Grabowski, Engelking a coédité une somme de près de 1 700 pages publiée en 2018 (*Night Continues : the Fates of Jews in Selected Counties of Occupied Poland*), dans laquelle des universitaires analysent le sort et les stratégies de survie de milliers de Juifs polonais qui se sont échappés des ghettos pendant l'Occupation. Le livre conclut que la majorité d'entre eux a péri des mains de la population civile ou par sa complicité. Depuis sa publication, ses auteurs ont fait l'objet de vives attaques de la part des milieux de droite ultraconservateurs et de la presse progouvernementale, qui les ont accusés de falsifier l'histoire. En 2018, un projet de loi mémorielle envisageait une peine de trois ans de prison ferme pour « une attribution publique, au mépris des faits, à la nation ou à l'État polonais, de la responsabilité ou la coresponsabilité des crimes nazis commis par le Troisième Reich allemand », provoquant une vague d'indignation de la communauté scientifique internationale et un incident diplomatique majeur avec Israël. Dans la perspective de l'appel, les tensions entourant cette affaire en Pologne ne s'apaiseront pas. Le 12 février dernier, c'était au tour de Jan Grabowski de porter plainte contre la Ligue polonaise contre la diffamation. Celle-ci avait envoyé une série de pétitions à l'Université d'Ottawa, affirmant qu'il proclamait des « contre-vérités » et qu'il devait être licencié.

Cette affaire historico-judiciaire soulève des questions qui débordent largement du cadre polonais. Qu'est-ce que la mémoire collective ? Quels récits méritent d'y entrer ? Lesquels sont passés sous silence ou oubliés ? Pourquoi ? La profession d'historien, avec ses méthodes, son approche critique et son système d'évaluation par les pairs, a démontré sa capacité à produire une connaissance du passé fiable et vérifiable. La liberté de travailler sans interférences, intimidations ou censure de l'État est au cœur de cet effort. La liberté académique et le libre accès aux sources historiques doivent être préservés et il paraît illusoire de chercher à protéger une quelconque cohésion sociale ou nationale à l'aide d'omissions et de tabous.

D'autres évolutions politiques renforcent notre conviction qu'il est nécessaire de poursuivre obstinément la recherche historique scientifique. Les images incroyables de la prise d'assaut du Capitole le 6 janvier 2021 à Washington, D.C., avec parmi les assaillants, des complotistes de tous bords, mais aussi des membres du Ku Klux Klan, des négationnistes et des néonazis (dont l'un a fait la une des médias en portant des vêtements arborant « Camp Auschwitz »), fournissent davantage de preuves, si nous en avons encore besoin, que la Shoah et son imagerie continuent d'être exploités dans la rhétorique antisémite et suprémaciste blanche. À une époque où la vérité est sans cesse attaquée, la recherche scientifique et le travail pédagogique sur la Shoah ne pourraient pas être plus pertinents et opportuns. La récente enquête¹ de la *Claims Conference* montre qu'environ la moitié des milléniaux ne peuvent identifier Auschwitz ou tout autre camp de concentration ou ghetto. Si ces chiffres certainement inquiétants s'appliquent aux États-Unis, l'Europe ne fait pas toujours beaucoup mieux. Les historiens ont étudié la Shoah de manière intensive pendant plus de soixante-dix ans, donnant corps à une production scientifique qui trouve peu d'équivalents dans le monde. Mais l'histoire qui parvient au grand public reste très superficielle, transmise selon des modes où l'analyse et la compréhension des mécanismes laissent bien souvent la place uniquement à l'émotion.

Les événements choquants de Washington ne sont pas venus de nulle part. De nombreux émeutiers se sont avérés avoir des liens ou être membres de milices d'extrême droite. Ce soulèvement est le point culminant de quatre années d'escalade de violence verbale et non verbale, allant des manifestations aux flambeaux à Charlottesville, des vociférations contre les Noirs et les Juifs, aux milices lourdement armées qui vitupèrent le *lockdown*. Ces images rappellent sans aucun doute les escadrons fascistes des années 1930, bien que d'un point de vue historique, il faut se méfier de telles comparaisons. La base sociale sur laquelle les dirigeants populistes d'aujourd'hui s'appuient repose essentiellement sur des groupes de personnes peu qualifiées, principalement issues de la population blanche. Mais l'idéologie d'extrême droite et ultranationaliste attire également des segments des classes moyennes et supérieures. Un dangereux vide social et politique a été créé. De nombreuses personnes se sentent ignorées et exclues par ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique. Elles considèrent aussi souvent le monde comme un endroit menaçant et hostile. Les populistes de toutes sortes jouent habilement de la méfiance envers l'*establishment* en se présentant comme des outsiders. Ils n'hésitent pas à utiliser un langage dur et vulgaire. Tout comme les dirigeants d'extrême droite du passé, les forces populistes du XXI^e siècle sont particulièrement habiles à exploiter la peur et la colère de larges pans de la population par un mélange de discours empoisonnés, de chauvinisme national et d'hostilité envers les migrants et les minorités. En période d'incertitude, les gens cherchent des réponses simples et un leader fort. Le phénomène d'extrême droite n'a jamais complètement disparu. Il a continué à exister partout après 1945, sous une forme ou une autre, et au fil des ans, il a réussi à gagner un plus grand soutien. Une énorme différence avec la période 1914-1945 est l'existence de moyens de communication très

¹ <http://www.claimscon.org/study/>, consulté le 5 mars 2021.

efficaces, mais difficiles à contrôler. Ce sont ces médias sociaux qui offrent à présent la possibilité de contribuer à la normalisation du racisme et à la diffusion d'idéologies radicales dans le monde entier. L'éducation, la vérification des faits et le sens critique sont plus que jamais nécessaires, c'est là que les nouveaux moyens de communication peuvent jouer un rôle positif, en mettant les travaux historiques à la portée du public.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.